



LES MOUVEMENTS DE PROTESTATION : UNE NOUVELLE GENERATION DANS LA RUE

Anne Le Huérou*

UNE CRISTALLISATION INATTENDUE DE COURANTS SOUS-JACENTS

Pour certains, le baptême du feu, pourtant fort pacifique, aura eu lieu le 10 décembre sur la place *Bolotnaya* avec des dizaines de milliers d'autres Moscovites, et continue tout naturellement depuis dans les grands rassemblements et défilés du mouvement de protestation contre la falsification des élections législatives du 4 décembre 2011, qui s'est transformé en quelques semaines en vaste coalition contre le retour de Vladimir Poutine à la présidence et par extension contre le régime russe actuel ; pour d'autres, un peu plus téméraires, le 4 et le 5 décembre, juste après l'annonce des résultats lorsque les manifestations se traduisent par des dizaines d'arrestations : aux côtés des militants aguerris, on trouve déjà un certain nombre d'électeurs, souvent jeunes, dont la mobilisation est soudaine et mue par un très fort sentiment d'injustice. Quelques semaines auparavant, les sifflets qui avaient accueilli Vladimir Poutine sur le stade Loujniki lors d'une compétition de lutte, tandis que se multipliaient les déclarations et video-clips du très charismatique A. Navalny et de ses partisans contre Russie Unie « le parti des escrocs et des voleurs »¹, avaient aussi révélé l'ampleur d'un mécontentement encore diffus. Pour d'autres encore, la

¹ *Partija zhulikov i vorov*

mobilisation avait commencé bien avant, dans l'engagement au sein de multiples actions de protestations sociales, environnementales ou citoyennes, qu'il s'agisse de la forêt de Khimki, de la construction d'une tour à Saint-Pétersbourg, ou des problèmes multiples autour du logement.

Une cartographie de ces initiatives permet de battre en brèche, au moins de nuancer, l'idée d'une société russe démobilisée et apathique². Depuis 2010, des observateurs attentifs de la réalité russe décèlent des protestations inédites par leur ampleur qui constituent autant de signes avant-coureurs, jusque-là éclatées géographiquement, dépendantes des agendas des réformes locales, mais qui ont commencé à s'agréger en 2011, avec la mise en œuvre de réformes plus générales, avant même les échéances électorales unificatrices³.

Dans les rangs de la manifestation du 4 février 2012, on retrouvait cette diversité que tous les observateurs ont soulignée comme étant à la fois la force et la faiblesse de ce mouvement. Si les drapeaux déployés vont le plus souvent du rouge des sympathisants communistes, composante la plus organisée des manifestants, au jaune et noir des mouvances nationalistes, la couleur la plus importante est en réalité celle des multiples panneaux et banderoles confectionnés à la main, qui permettent à une créativité très vivace en matière d'humour et d'ironie politique de se déployer dans l'espace public de la rue et ainsi de sortir des forums et des blogs où elle était jusque-là confinée.

Derrière la diversité, voire l'éclectisme, de ces mobilisations, il ne faudrait pas oublier des éléments d'unité qui relèvent d'un apprentissage citoyen et politique, notamment la perception tangible et directe des fraudes par les électeurs, grâce notamment au réseau important d'observateurs mobilisés le jour du scrutin et formés en amont par différentes forces politiques et associatives ; de même, le contact direct avec la police et les locaux de garde à vue va constituer pour un certain nombre de jeunes moscovites rassemblés le soir même du scrutin et novices en matière de manifestation une expérience personnelle fondatrice,

² Voir les recherches commencées il y a plusieurs années par Karine Clément et des sociologues russes : Karine Clément Ol'ga Mirásova, Andrej Demidov. *Ot obyvatelej k aktivistam. Zaroždaúsciesâ social'nye dvizeniâ v sovremennoj Rossii* (De l'homme désengagé au militant. Les mouvements sociaux naissants dans la Russie contemporaine). Moscou : Tri Kvadrata, 2010. 688 p

³ Conférence à Moscou, 2 février 2012.

communiquée aux proches via les réseaux sociaux et multiplicateur de l'engagement : pour les jeunes urbains de Moscou, ce ne sont plus les participants aux rassemblements rituels de la *Stratégie 31*⁴ qui en font les frais, mais des proches auxquels on peut s'identifier. Le caractère mobilisateur de cet argument est sans doute une des raisons du choix des autorités d'autoriser des rassemblements et manifestations de grande ampleur depuis le 10 décembre, pour la première fois depuis presque vingt ans⁵.

DE LA STABILITE A LA STAGNATION : VERS LA RUPTURE DU CONSENSUS DES ANNEES 2000 ?

Cette capacité inédite à opérer une jonction entre des protestations très diverses, tant par leurs objets que par le profil sociologique de ceux qui y participent, est donc une première raison de l'ampleur du mouvement de contestation, qui voit apparaître ces nouvelles catégories sociales, jeunes, urbaines, éduquées et à haut pouvoir d'achat. Si le pouvoir peut railler les manifestations des « manteaux de fourrure » en cherchant à discréditer un mouvement qui marcherait dans les pas des révolutions de couleurs ukrainienne et géorgienne et serait téléguidé de l'étranger, il est bien confronté à la défection d'une partie non négligeable de ceux sur qui il s'était appuyé pour construire mais surtout pérenniser sa légitimité tout au long de la décennie. La mobilisation inédite de ceux que certains qualifient de classes moyennes, enfin constituées, d'autres de « nouvelle bourgeoisie »⁶, qui en majorité n'a pas connu les bouleversements des années 1990 suggère alors la rupture de ce pacte de sécurité que pouvait décrire le consensus obtenu par le pouvoir dans les années 2000 : des possibilités de carrière rapides et bien rémunérées dans des secteurs porteurs pour les jeunes diplômés, l'accès à un niveau de consommation jamais atteint en partie

⁴ Coalition hétéroclite de mouvements politiques allant des libéraux de G. Kasparov aux partisans d'E. Limonov, reconvertis au moins tactiquement depuis l'interdiction du « parti national bolchévique » dans une stratégie d'alliance avec une partie de l'opposition libérale. Des rassemblements, la plupart du temps non autorisés et réprimés par la police, se tiennent le 31 des mois à 31 jours en référence à l'art. 31 de la Constitution russe qui garantit la liberté de réunion.

⁵ La législation russe a ceci de particulier qu'elle oblige à déclarer à l'avance un maximum de participants prévu pour un rassemblement ou une manifestation. L'annonce d'un trop grand nombre risque d'entraîner l'interdiction ou tout au moins le déplacement dans un lieu éloigné et tout dépassement du nombre déclaré rend le rassemblement illégal et entraîne sa répression.

⁶ Entretien avec le sociologue A. Bikbov, 5 février 2012.

grâce au faible coût du crédit, en échange d'une adhésion formelle – au moins d'une non opposition – aux discours et aux pratiques du pouvoir, et d'une limitation assez forte des libertés politiques mais sans revenir sur certaines libertés individuelles comme la possibilité de voyager, d'étudier à l'étranger etc.

Si on suit l'hypothèse, ce système et celui qui l'a incarné avec succès pendant plus d'une décennie aux poste de Président puis de Premier ministre auraient donc aujourd'hui fait leur temps : la sécurité serait devenue pesante et synonyme de stagnation, tandis que la corruption généralisée et les blocages en tout genre auxquels chacun se heurte face à l'administration créerait pour chacun une bonne raison personnelle de désirer un profond renouvellement du système de gouvernement et de ses élites. Signe de cette évolution, les magazines *glamour* de Moscou⁷, rivalisent depuis plusieurs mois de *Unes* et de reportages sur les sujets les plus délicats et les moins souvent traités par les grands médias. De la lutte contre la torture dans les prisons de R. Kadyrov au travail quotidien contre l'arbitraire policier, il semble devenu « tendance » et non plus « ringard » comme il y a quelques années d'être un citoyen actif et mobilisé, une évolution sans doute reflétée aussi par une nouvelle génération de journalistes.

Ce qui manquait à ces insatisfactions individuelles pour s'exprimer collectivement a été fourni par l'annonce du retour de Vladimir Poutine : l'annonce du 24 septembre 2011, qui entérine une simple passation de pouvoir entre l'actuel président Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine, au nez et à la barbe des électeurs, ruine les espoirs de ceux qui, à tort ou à raison, croyaient encore en la capacité de Medvedev à incarner un nouveau modernisateur, et étaient au moins prêts à s'en contenter en attendant l'émergence éventuelle de nouvelles forces politiques et de nouveaux leaders incarnant mieux les aspirations de cette génération. Il est d'ailleurs fort possible que si Medvedev avait annoncé son intention d'être candidat à la présidentielle, les protestations contre les fraudes n'auraient pas revêtu cette ampleur. Les spécialistes des élections soulignent d'ailleurs qu'elles n'ont pas été plus massives en 2011 qu'en décembre 2007 lors du précédent

⁷ On pense à *Bolshoj gorod*, *Esquire*, *Russkij Reporter*, *Snob*...

scrutin. C'est donc bien un changement de regard et de perception qui sont en cause dans cette évolution. Si l'on a justement pu décrire en termes de cynisme la génération des années 2000, on peut avoir aujourd'hui le sentiment d'un renversement de perspective : le cynisme du pouvoir a provoqué la cristallisation du sentiment de confiscation et rendu possible l'expression du mécontentement hors des « conversations de cuisine » chères à la génération aînée, ou des billets du *live journal*.

Cette expression prend aujourd'hui des contours très divers et porteurs de nombreuses incertitudes quant à la capacité de cette mobilisation à déboucher sur des objectifs plus politiques. Beaucoup choisissent de la défendre sur un registre éthique, celui de l'exigence d'honnêteté et se retrouveront peut être dans la « ligue des électeurs », qui se veut apolitique et centrée sur les modalités du scrutin.

QUESTIONS POUR L'APRES 4 MARS

Difficile de se risquer à un quelconque pronostic pour l'après 4 mars 2012. Si le passage par la rue et par l'expression publique du mécontentement est sans aucun doute fondateur d'un nouvel état d'esprit pour des centaines de milliers d'apprentis-citoyens dans tout le pays, oblige les forces politiques constituées mais aussi les faiseurs d'opinion, journalistes, personnalités culturelles à se repositionner face à l'opinion, nul ne peut savoir si ces évolutions seront ou non pérennes et structurantes pour l'avenir du champ politique. Par ailleurs, les soutiens au pouvoir sont réels, et pas seulement parmi les « structures de forces » ou les fonctionnaires qui se rendent de plus en plus bon gré aux meetings pro-Poutine organisés depuis quelques semaines. La peur du chaos, le sentiment que l'Occident cherche une fois encore à abattre une Russie qui s'est redressée grâce au président Poutine, le clientélisme et la redistribution de la ressource administrative sont des ressorts puissants dans une partie de la population, toujours méfiante vis-à-vis des leaders politiques et qui n'a peut-être pas oublié l'enthousiasme rapidement déçu du tournant de 1991.

Une catégorie pourtant bel et bien engagée dans la vie civique, semble se tenir à l'écart et observer avec un certain scepticisme et inquiétude les jeux politiques autour de ce

mouvement : les défenseurs des droits de l'Homme et responsables associatifs qui ont porté à travers toute la décennie 2000 une action concrète, notamment juridique, sur de nombreux dossiers lourds du régime russe – les violations des droits de l'Homme en Tchétchénie, les violences policières, les problèmes de la justice..., ont en effet de nombreuses questions de fond et de forme vis-à-vis des leaders de l'opposition. Comment associer dans le même *mouvement citoyen* des représentants incarnant des objectifs et des valeurs aussi diverses, et notamment comment accepter la présence des mouvements nationalistes, alors même que semble s'établir un consensus, presque unanime, pour séparer une extrême-droite infréquentable des « nationalistes modérés », y compris les leaders de la manifestation de la place du Manège de décembre 2010 ? Comment toutes les questions dont les associations de défense des droits de l'Homme sont porteuses peuvent-elles figurer à l'agenda de réformes politiques et institutionnelles qui seraient préconisées par les forces d'opposition ? Le très prégnant discours anti-corruption pourra-t-il trouver des débouchés dans des propositions concrètes ? Comment renouveler l'approche dominante de la question nationale, captée par les slogans sur l'opportunité de « nourrir le Caucase » ou par les réactions épidermiques sur les questions migratoires, comme en témoigne la gestion de la crise diplomatique russo-tadjike de l'automne 2011. Les différentes composantes pourront-elles trouver une thématique unificatrice autour de la cause des *prisonniers politiques* une catégorie symboliquement mise en avant dans les grands rassemblements publics mais aussi défendue par des réseaux constitués autour d'ex-détenus, d'avocats, de journalistes et de membres des commissions d'observation civiques des lieux de détention, les ONK ? Même si les pratiques abusives du pouvoir et des autorités policière et judiciaire peuvent faire consensus, des conflits de fond ne manqueront pas de surgir autour du référentiel qui permet de constituer une telle catégorie, mais laisse entière la question du socle politique sur lequel construire un mouvement futur.

***Anne Le Huérou, Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESS/CNRS)**